

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68107 Mulhouse Cedex 1

Mulhouse, le 22/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

HOLCIM BETON GRANULAT HAUT-RHIN

Lieu-Dit Ritty
68730 Blotzheim

Références : 0006700259_2023_12_22HOLCIM Herrlisheim_VIIC_suite MD
Code AIOT : 0006700259

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/12/2023 dans l'établissement HOLCIM BETON GRANULAT HAUT-RHIN implanté MISLESACKER ZERC1 68420 Herrlisheim-près-Colmar. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HOLCIM BETON GRANULAT HAUT-RHIN
- MISLESACKER ZERC1 68420 Herrlisheim-près-Colmar
- Code AIOT : 0006700259
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de Herrlisheim-près-Colmar est exploitée à sec et en eau. L'autorisation est accordée jusqu'au 1er janvier 2049. La vitesse d'extraction est de 250 000 t/an.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Remise en place d'un nouveau piézomètre

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Remise en état pz4	AP de Mise en Demeure du 10/03/2023, article 2	Sans objet
2	Obturation de l'ouvrage détruit	AP de Mise en Demeure du 10/03/2023, article 3	Sans objet


2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a fait boucher le piézomètre dont la tête avait été détruite et il a fait remettre un ouvrage opérationnel à proximité.

L'exploitant s'est conformé à la mise en demeure du 10 mars 2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Remise en état pz4

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/03/2023, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Remise en état pz4
Prescription contrôlée : Réseau de surveillance (eau souterraine) Dans un délai de 3 mois et conformément aux prescriptions des articles 5.5.1 de l'arrêté préfectoral du 27 février 2020 susvisé, l'exploitant : Article 5.5.1 : Réseau et programme de surveillance « [...] » Le réseau de surveillance « qualitative » sera constitué de 4 puits de contrôle. . [...]. »
Constats : Pour rappel, lors de la visite de la visite du 27 janvier 2023, il avait été constaté que le piézomètre (pz4) était hors d'usage. La tête de l'ouvrage (tête du piézomètre et socle en béton) a été arrachée. Le jour de l'inspection du 15 décembre 2023, il a été constaté qu'un nouveau piézomètre a été mis en place en substitution du piézomètre détruit.  L'exploitant s'est conformé à la mise en demeure.
Observations : Il appartient à l'exploitant de mettre en place des moyens efficaces de protection de la tête de l'ouvrage afin d'éviter tout risque de heurt avec un engin (barrières, enrochements, etc...)
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Obturation de l'ouvrage détruit

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/03/2023, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Obturation de l'ouvrage détruit
Prescription contrôlée : Abandon d'ouvrage (surveillance eau souterraine) Dans un délai de 3 mois et conformément aux prescriptions des articles 5.1.3.6 de l'arrêté préfectoral du 27 février 2020 susvisé, l'exploitant : Article 5.1.3.6 : Abandon de l'ouvrage « En cas de cessation d'utilisation d'un ouvrage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines et la mise en communication de nappes d'eau distinctes. L'exploitant communique au préfet dans le mois qui suit le comblement, un rapport de travaux précisant : - les références de l'ouvrage comblé, - l'aquifère précédemment surveillé ou exploité à partir de cet ouvrage, - les travaux de comblement effectués. »
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant a remis un dossier technique justifiant de la mise en sécurité de l'ouvrage détruit. L'ancien piézomètre a été comblé avec de la bentonite. L'exploitant s'est conformé à la mise en demeure.
Type de suites proposées : Sans suite